



Tendances récentes des cours mondiaux des produits: coûts et avantages

Tendances passées et futures des cours mondiaux des denrées alimentaires

Message clé

Les prix des denrées alimentaires vont vraisemblablement rester élevés et volatils. La demande des consommateurs augmentera dans les économies à forte croissance, la croissance démographique se poursuit, et toute nouvelle expansion du secteur des biocarburants exercera une pression supplémentaire sur le système vivrier. Du côté de l'offre, les principaux enjeux sont l'appauvrissement des ressources naturelles dans certaines régions et la baisse des taux de croissance des rendements pour certaines denrées de base. Quant à la volatilité des prix alimentaires, elle pourrait être amplifiée par le resserrement des liens entre les marchés agricoles et énergétiques et la multiplication des phénomènes climatiques extrêmes.

Les prix des denrées alimentaires sur les marchés mondiaux, en valeur constante, ont considérablement baissé entre le début des années 1960 et le début des années 2000, époque à laquelle ils ont atteint un niveau minimum historique (figure 3). Ils ont augmenté lentement de 2003 à 2006 avant de bondir de 2006 à mi-2008, puis de retomber pendant le deuxième semestre de cette même année. La hausse soudaine en a surpris plus d'un et avivé les inquiétudes concernant la capacité de l'économie alimentaire mondiale à nourrir convenablement des milliards de personnes, aujourd'hui et dans le futur. Bien que tous les observateurs n'attachent pas le même degré d'importance aux facteurs entrant en ligne de compte, il est relativement admis que plusieurs facteurs ont joué un rôle dans la hausse des prix qui a commencé en 2003³, à savoir:

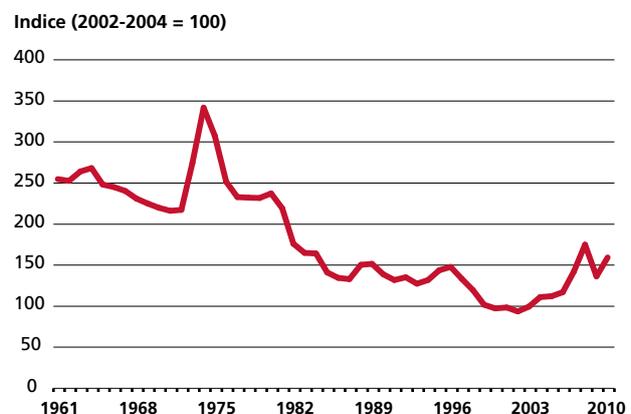
- les chocs climatiques, tels que la sécheresse en Australie (2005-2007), qui ont réduit la production et le commerce du blé;
- les politiques encourageant l'utilisation des biocarburants (tarifs douaniers, subventions et niveaux

d'utilisation obligatoire) qui ont fait grimper la demande en maïs et huiles végétales;

- la dépréciation du dollar des États-Unis;
- la croissance économique soutenue dans plusieurs grands pays en développement qui a eu pour résultats a) de faire monter la pression sur les prix du pétrole et des engrais parce que leur croissance économique est fondée sur une utilisation intensive des ressources et b) de gonfler la demande en viande, donc en aliments pour animaux, compte tenu de la diversification des régimes alimentaires;
- l'augmentation des coûts de production (par exemple, les pompes servant à l'irrigation, les machines agricoles)

FIGURE 3

À l'exception d'un pic au début des années 1970, le coût des aliments a décliné entre le début des années 1960 et 2002, époque à laquelle il est reparti à la hausse



Notes: Indice FAO des prix des produits alimentaires, en valeur constante, pendant la période 1961-2010, calculé en utilisant les cours internationaux des produits suivants: céréales, huiles et matières grasses, viande, produits laitiers et sucre. L'indice FAO officiel n'existe que depuis 1990; dans cette figure, il a été calculé à partir de 1961, en utilisant des informations indirectes sur les prix. L'indice mesure l'évolution des cours internationaux, et non des prix sur les marchés intérieurs. Le déflateur du produit intérieur brut des États-Unis est utilisé pour exprimer l'indice des prix des produits alimentaires en valeur réelle plutôt qu'en valeur nominale.
Source: FAO.

et des coûts de transport, du fait de la hausse des prix du pétrole et des engrais;

- le ralentissement de l'amélioration des rendements (et de la production) des céréales, en particulier le riz et le blé, pendant les 20 dernières années, faute d'un investissement suffisant pendant les trois décennies antérieures;
- la poussée de la demande sur les marchés à terme des produits, résultant à la fois de la spéculation et de la diversification des portefeuilles;
- les faibles niveaux des réserves, imputables en partie à certains des facteurs mentionnés plus haut;
- les politiques commerciales, telles que les interdictions d'exportation, et les achats agressifs effectués par des gouvernements, qui ont encouragé les producteurs à ne pas commercialiser toute leur production, les commerçants à accumuler des stocks et les consommateurs à se jeter dans des achats dictés par la panique.

Quand les prix ont décliné pendant le deuxième semestre de 2008, on a espéré qu'ils allaient se stabiliser, bien que

probablement à un niveau plus élevé qu'avant la hausse. Mais, au milieu de l'année 2010, ils ont recommencé à grimper rapidement (figure 3), ce qui a ravivé les inquiétudes et placé la volatilité des prix sur le devant de la scène; il semble que les cours mondiaux des produits alimentaires pourraient subir des épisodes récurrents de hausse et de baisse dans le futur.

Les prix et la volatilité vont-ils continuer à augmenter dans le futur? En termes de niveau des prix, de nombreux modèles de projection à moyen et long termes laissent penser que les prix des produits alimentaires resteront relativement élevés pendant une dizaine d'années encore. Par exemple, selon les *Perspectives agricoles de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et de la FAO 2011-2020*¹, les cours mondiaux du riz, du blé, du maïs et des oléagineux pour la période de cinq ans allant de 2015/2016 à 2019/2020 seront supérieurs en termes réels, respectivement de 40 pour cent, 27 pour cent, 48 pour cent et 36 pour cent à

ENCADRÉ 1

Quelques concepts clés: niveau, volatilité (variabilité) et imprévisibilité des prix

Pour analyser les prix des denrées alimentaires, il est important de distinguer plusieurs concepts apparentés mais différents. La première distinction importante est celle qui existe entre le niveau moyen des prix au fil du temps et leur variabilité (volatilité¹) au fil du temps. Il est possible d'observer un changement du niveau moyen des prix sans que la variabilité en soit affectée. Un exemple simple est celui du pays importateur de produits alimentaires qui décide d'imposer un tarif constant sur les importations, ce qui rendra les denrées alimentaires plus coûteuses sans modifier, dans la plupart des cas, la variabilité des prix sur les marchés intérieurs. Inversement, il est également possible d'observer un changement de la variabilité des prix sans modification de leur niveau moyen. C'est le cas, par exemple, lorsque le temps est devenu plus variable mais que la production vivrière est restée la même en moyenne.

Cela dit, le niveau des prix et la volatilité des prix sont liés – ils sont tous les deux déterminés par l'offre et la demande. De plus, des prix élevés tendent à être corrélés à une forte volatilité. Dans un premier temps, la hausse des prix encourage les gens à puiser dans leurs réserves, ce qui est susceptible d'atténuer les fluctuations des prix que les chocs du côté de l'offre et de la demande auraient provoqué. Mais, dès que les réserves sont épuisées, le système devient sensible à d'éventuelles nouvelles turbulences de l'offre et de la demande; faute de réserve tampon, la variation des prix tendra à être plus accusée. Malgré cette relation, il est important de distinguer les

deux concepts. Premièrement, parce que les prix peuvent être élevés mais stables. Deuxièmement, parce que les coûts et les avantages des prix élevés sont très différents des coûts et des avantages des prix volatils, comme on peut s'en rendre compte dans les chapitres «Coûts et avantages des hauts niveaux et des bas niveaux des prix des denrées alimentaires» et «Coûts et avantages de la volatilité et de l'imprévisibilité des prix».

Une autre distinction essentielle est à établir entre la variabilité et l'imprévisibilité. La variabilité des prix peut avoir plusieurs raisons, mais certains changements de prix sont parfaitement prévisibles. L'exemple classique des fluctuations prévisibles des prix alimentaires est la saisonnalité qui fait que les prix sont au plus bas pendant et juste après la récolte, et au plus haut immédiatement avant la récolte. Bien que les changements saisonniers ne soient pas rigoureusement constants d'année en année, ils sont souvent similaires d'une année à l'autre. Les chocs climatiques, en revanche, sont généralement imprévisibles et peuvent entraîner des variations imprévisibles des prix, en particulier si les réserves existantes sont basses. Par conséquent, certains changements de prix sont relativement faciles à prévoir tandis que d'autres le sont moins. Les variations prévisibles des prix ont des coûts et des avantages différents des variations imprévisibles.

¹ Les termes «variabilité», «instabilité» et «volatilité», sont utilisés de façon interchangeable dans le rapport.

ceux de la période de cinq ans allant de 1998/1999 à 2002/2003.

D'une manière générale, la hausse des prix est probable parce que la croissance démographique et économique continue va doper la demande, de même que l'augmentation prévisible de l'utilisation des biocarburants (selon les politiques en la matière et le prix du pétrole). Du côté de l'offre, si le prix du pétrole continue à monter, les coûts de production agricole grimperont, contribuant à faire gonfler les prix des denrées alimentaires. Les problèmes liés aux ressources naturelles, en particulier le changement climatique et la disponibilité limitée de terres productives et de l'eau dans certaines régions, rendent la production d'aliments à des prix abordables particulièrement problématique⁵. Heureusement, il existe une bonne marge d'amélioration de la productivité des cultures, grâce aux nouvelles technologies et à une vulgarisation plus efficace, et il est possible de réduire les pertes dans la filière d'approvisionnement. Mais ces gains ne se concrétiseront pas sans investissement supplémentaire. On peut aussi envisager d'étendre les terres exploitées en Afrique, en Asie centrale, en Amérique latine et en Ukraine mais, encore une fois, pas sans un investissement adéquat. En outre, l'expansion des terres peut aussi avoir des incidences néfastes sur l'environnement.

Des arguments tout aussi convaincants laissent penser que, non seulement les prix des denrées alimentaires seront plus élevés mais qu'ils seront aussi plus volatils dans le futur. Si la fréquence des phénomènes climatiques extrêmes augmente, les chocs de production se multiplieront, ce qui tendra à accroître la volatilité des prix. En outre, les politiques relatives aux biocarburants ont créé de nouveaux liens entre le prix du pétrole et les prix des produits alimentaires. Quand le prix du pétrole augmentera, la

demande en biocarburants sera plus importante, ce qui fera monter les prix des denrées alimentaires, et inversement⁶. Étant donné que, historiquement, les cours mondiaux du pétrole sont plus volatils que les cours des denrées alimentaires, les marchés mondiaux des produits alimentaires pourraient également devenir plus volatils. Un accroissement de l'activité (par exemple, par le biais des fonds de pension) des marchés financiers où se négocient des fonds indexés sur des produits peut aussi favoriser la volatilité, bien que cette question fasse l'objet d'un débat houleux dont l'issue est incertaine.

Il n'est pas possible de connaître avec certitude l'ampleur des futures augmentations du niveau ou de la volatilité des prix, mais les risques qui y sont associés sont suffisamment inquiétants pour justifier que des efforts sérieux soient déployés afin de comprendre ce qui peut être fait pour limiter les perspectives d'augmentation des prix ou de la volatilité ou en gérer les conséquences si cette augmentation est inévitable. Quand on considère les options les plus appropriées pour contrer la hausse et/ou la volatilité des prix, il est toutefois important de se souvenir que le niveau et la volatilité des prix sont les résultats des diverses forces jouant sur l'offre et la demande. En outre, le présent rapport fera ressortir que les causes et les effets des hauts niveaux et/ou de la volatilité des prix sont complexes parce qu'ils dépendent fortement du contexte, c'est-à-dire du produit considéré, des facteurs spécifiques (politiques, taux de change, dépendance à l'égard de l'importation) qui influencent la façon dont le prix est transmis dans diverses circonstances, des caractéristiques démographiques des ménages et de leur modèle de production et de consommation ainsi que de beaucoup d'autres variables. Par conséquent, un message essentiel est que les mesures d'intervention doivent tenir compte du contexte spécifique dans lequel elles vont être appliquées.

ENCADRÉ 2

Comment mesurer la volatilité des prix

Le moyen le plus simple de mesurer la volatilité des prix consiste à déterminer le coefficient de variation. Il s'agit de l'écart type des prix pendant une période donnée divisé par la moyenne des prix pendant la même période. L'un des avantages de cette mesure est qu'elle n'a pas d'unité, ce qui facilite les comparaisons, par exemple, de la volatilité des prix sur les marchés intérieurs de différents pays. Toutefois, ce coefficient peut donner une impression trompeuse s'il existe des tendances marquées dans les données, parce que ces tendances seront intégrées dans le calcul de la volatilité. En outre, il n'existe pas de méthode universellement

reconnue pour éliminer la composante des tendances, car des observateurs différents auront des idées différentes sur la nature de la tendance sous-jacente (par exemple, linéaire, quadratique).

Une alternative au coefficient de variation souvent utilisée par les économistes est l'écart type des variations du logarithme des prix¹. Cette mesure, qui n'a pas d'unité non plus, est moins sensible à l'influence des tendances marquées au fil du temps.

¹ C.L. Gilbert et C.W. Morgan. 2010. Review: Food price volatility. *Philosophical Transactions of the Royal Society B*, 365: 3023-3034.

ENCADRÉ 3

Acheteurs nets et vendeurs nets de produits alimentaires

Les concepts de vendeurs nets et acheteurs nets de produits alimentaires à l'échelon du ménage sont tout à fait analogues aux concepts d'exportateurs nets et importateurs nets de produits alimentaires à l'échelon du pays. La situation d'un ménage donné est déterminée en soustrayant la valeur des vivres consommés (y compris ceux qui proviennent de sa propre production) de la valeur des vivres produits¹. Ce calcul prend implicitement en compte les coûts de commercialisation et la saisonnalité car la production est évaluée aux prix à la production tandis que la consommation est évaluée aux prix de détail. Par exemple, un ménage peut être vendeur net de produits alimentaires pendant la saison des récoltes et acheteur net le reste de l'année. De plus, sur une année, un ménage peut concrètement produire plus qu'il ne consomme en termes de quantité, tout en étant classé dans les acheteurs nets s'il vend la totalité de sa production pendant la récolte et achète ensuite des aliments sur le marché, les prix de détail étant supérieurs aux prix à la production.

Il est vrai aussi qu'un ménage donné peut être vendeur net ou acheteur net selon le niveau global des prix du marché. La hausse des prix découragera la consommation, encouragera la production et transformera éventuellement des ménages acheteurs nets en vendeurs nets. La baisse des prix pourra avoir l'effet contraire. Toutefois, il convient de noter que ces

«effets secondaires» sont généralement de faible ampleur, car un ménage peut passer du statut de petit acheteur net à celui de petit vendeur net, mais pas à celui de gros vendeur net². Au demeurant, on a constaté que la prise en compte de ce phénomène n'influait que faiblement les répercussions de la hausse des prix sur la pauvreté³.

Cette méthode d'évaluation de l'effet des variations des prix fondée sur le classement des ménages dans la catégorie des vendeurs nets ou acheteurs nets peut être utilisée pour évaluer l'impact des fluctuations des prix alimentaires, mais pas celui des fluctuations simultanées des prix des aliments et des prix des intrants (par exemple, les engrais). Si les prix des engrais augmentent en même temps que les prix alimentaires, l'effet net sur les agriculteurs doit être évalué en utilisant les données relatives aux coûts de production (voir le chapitre «L'augmentation des prix des engrais a-t-elle neutralisé l'augmentation des prix à la production?» pour en savoir plus sur cette question).

¹ N. Minot et F. Goletti. 1998. Rice export liberalization and welfare in Vietnam. *American Journal of Agricultural Economics*, 80(4): 738-749.

² Ibid.

³ A. Zezza, B. Davis, C. Azzari, K. Covarrubias, L. Tasciotti et G. Anriquez. 2008. *The impact of rising food prices on the poor*. ESA Working Paper 08-07. Rome, FAO (disponible à l'adresse <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/011/aj284e/aj284e00.pdf>).



Coûts et avantages des hauts niveaux et des bas niveaux des prix des denrées alimentaires

Message clé

À court terme, les hauts niveaux de prix sont avantageux surtout pour les agriculteurs qui ont un excédent important à commercialiser, c'est-à-dire des agriculteurs qui ne font pas partie des plus pauvres parmi les pauvres. En outre, les plus pauvres achètent généralement plus de nourriture qu'ils n'en vendent. Par conséquent, la hausse des prix des denrées alimentaires tend à aggraver la pauvreté, l'insécurité alimentaire et la malnutrition. Mais elle peut ouvrir la voie à l'investissement durable dans l'agriculture, ce qui contribuera à l'instauration de la sécurité alimentaire sur le long terme.

À court terme, les hauts niveaux de prix sont avantageux surtout pour les agriculteurs qui ont un excédent important à commercialiser, c'est-à-dire des agriculteurs qui ne font pas partie des plus pauvres parmi les pauvres. En outre, les plus pauvres achètent généralement plus de nourriture qu'ils n'en vendent. Par conséquent, la hausse des prix des denrées alimentaires tend à aggraver la pauvreté, l'insécurité alimentaire et la malnutrition. Mais elle peut ouvrir la voie à l'investissement durable dans l'agriculture, ce qui contribuera à l'instauration de la sécurité alimentaire sur le long terme.

Incidences macroéconomiques

Les incidences macroéconomiques des prix des produits sont importantes parce qu'elles touchent le revenu par habitant,

lequel est un facteur déterminant du niveau de vie des individus et des familles.

En général, quand les cours internationaux des produits alimentaires sont élevés, ils profitent aux pays qui exportent ces produits, et quand ils sont bas, ils profitent aux pays qui les importent. Si l'on ignore la question de la volatilité pour l'instant, c'est grossièrement un jeu à somme nulle, à court et moyen termes: les exportateurs sont gagnants au détriment des importateurs et vice-versa. Sur le long terme, toutefois, les hauts niveaux de prix pourraient pousser certains pays importateurs à investir dans leur propre agriculture pour réduire leurs importations, voire devenir exportateurs. Ce type d'investissement est capital pour le développement du secteur agricole et le recul durable de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire.

Les incidences sur la balance des paiements et les taux de change seront plus marquées dans les pays où le commerce des produits alimentaires représente une part importante des exportations ou des importations. Quand les prix sont élevés, les pays qui exportent une grande proportion de leur production sont les plus avantagés, tandis que les pays qui importent une grande part des denrées qu'ils consomment ont le plus à en souffrir. Toutefois, les termes de l'échange entrent également en ligne de compte. Par exemple, un pays qui exporte du pétrole ou des métaux pourrait ne pas être obligé d'en produire davantage pour compenser la hausse des prix des produits alimentaires si les prix des produits exportés augmentent plus que les prix des denrées importées.

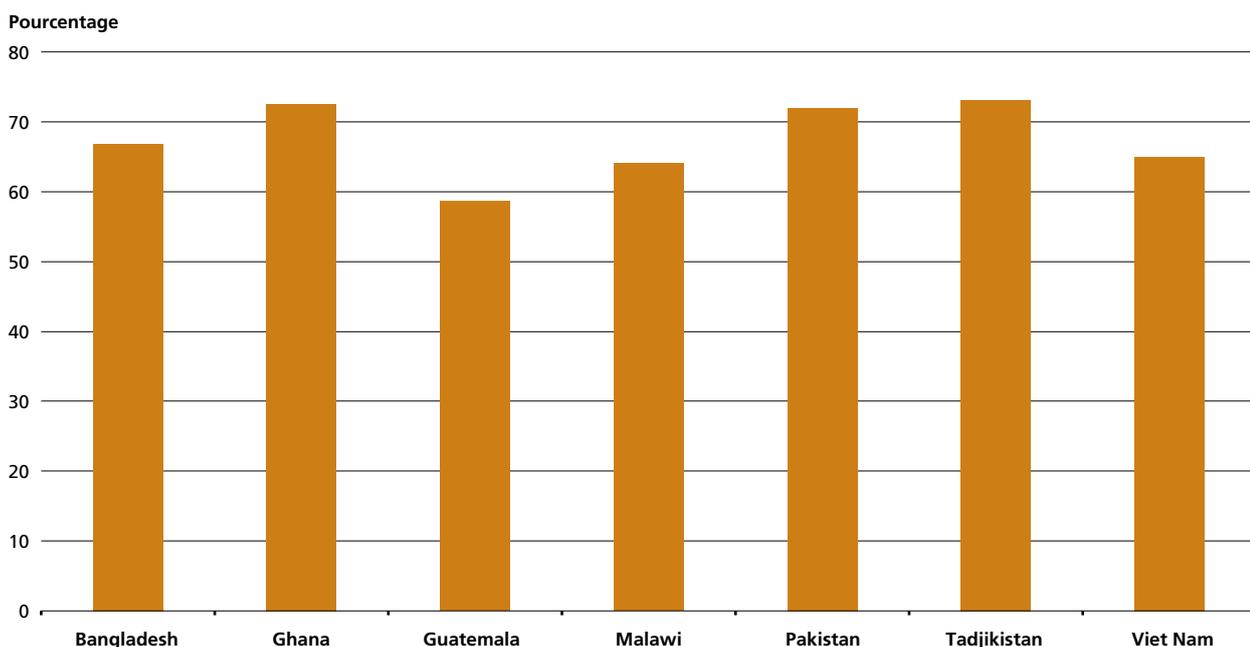
En termes de répercussions budgétaires, les hauts niveaux des prix des denrées alimentaires auront des incidences plus importantes dans les pays où les subventions aux produits alimentaires représentent une partie non négligeable du budget. Pour les importateurs, le coût des hauts niveaux de prix aura un impact direct sur le budget, non seulement si les subventions continuent à être versées, mais aussi si leur montant est majoré pour tenir compte de la hausse. Même pour les pays exportateurs qui subventionnent la consommation intérieure, il y aura des retombées importantes en termes de coût d'opportunité. Dans ces deux cas, des subventions importantes sont susceptibles de ponctionner les fonds disponibles et de freiner l'investissement dans les biens publics tels que la recherche agricole, l'éducation, la santé et des routes. La limitation des dépenses dans ces secteurs peut compromettre la croissance économique à long terme, ce qui est d'ailleurs arrivé en Amérique latine⁷.

■ Incidences au niveau du ménage

Les pauvres consacrent une grande partie de leurs revenus à l'alimentation (figure 4), alors que, d'un autre côté, un grand nombre d'agriculteurs tirent une grande partie de leurs revenus de la production de denrées alimentaires. On peut en conclure que les variations des prix des denrées auront des retombées importantes sur la qualité de vie des agriculteurs comme sur celle des consommateurs les plus pauvres.

FIGURE 4

Les pauvres consacrent une grande partie de leurs revenus à l'alimentation



Note: Pourcentage du budget familial consacré à l'alimentation par le quintile de dépense le plus bas de la population.
Source des données brutes: Projet de la FAO sur les activités rurales génératrices de revenus.

Si l'on veut comprendre l'importance des répercussions de la hausse des prix des produits alimentaires sur la qualité de vie, la pauvreté et la sécurité alimentaire, il convient de distinguer les vendeurs nets de produits alimentaires des acheteurs nets. Un vendeur net de produits alimentaires est quelqu'un pour qui la valeur totale des vivres qu'il produit dépasse la valeur totale des vivres qu'il consomme, tandis que l'inverse est vrai pour un acheteur net. En général, les acheteurs nets auront à souffrir de la hausse des prix des aliments, tandis que les vendeurs nets en bénéficieront (voir l'encadré 4).

Les concepts de vendeur net et d'acheteur net sont relativement indépendants du fait qu'un ménage soit rural ou urbain. Presque tous les habitants des zones urbaines sont des acheteurs nets de produits alimentaires; plus surprenant peut-être, la plupart des habitants des zones rurales sont aussi des acheteurs nets de produits alimentaires. Les agriculteurs dont les exploitations sont très petites et les ouvriers agricoles sont souvent des acheteurs nets de produits alimentaires parce qu'ils ne produisent pas suffisamment pour nourrir leur famille. Ils ont donc besoin d'acheter des aliments sur le marché et bénéficient sans doute des bas niveaux de prix (mais voir ci-dessous le débat sur les répercussions possibles de la hausse des prix des aliments sur les salaires ruraux, qui

sont généralement une source de revenus importante pour les paysans sans terre). Les paysans sans terre ou les ménages ruraux n'ayant que peu de ressources en terre sont souvent les plus pauvres parmi les pauvres, et une proportion anormalement importante de ces ménages sont dirigés par une femme.

Dans les zones urbaines, la hausse des prix peut avoir des effets catastrophiques pour les pauvres car, en général, il n'y a guère de production vivrière dans ces zones et l'alimentation représente habituellement une large part de leurs dépenses. Pour compenser la diminution des revenus disponibles entraînée par la hausse des prix des denrées alimentaires, les ménages se lanceront dans de nouvelles activités économiques, vendront des biens ou emprunteront afin de limiter le déclin de leur consommation. Ils réduisent souvent également les dépenses consacrées à la santé et à l'éducation et changent de régime alimentaire pour privilégier les aliments meilleur marché (féculents) aux dépens des aliments riches en micronutriments tels que le lait, la viande, les fruits et les légumes⁸. L'apport énergétique va également diminuer lorsque les gens sont tellement pauvres qu'ils ne peuvent tout simplement plus se payer la même quantité de calories en raison des prix devenus inabordables.

ENCADRÉ 4

Les forêts et la sécurité alimentaire

Les forêts mondiales couvrent 4 milliards d'hectares environ, ce qui représente encore quelque 30 pour cent de la surface des terres émergées de notre planète¹. Chacun sait que les forêts assurent de nombreux services environnementaux essentiels, tels que la gestion de l'eau, la conservation de la diversité biologique et la fixation du carbone qui contribue à atténuer le réchauffement mondial. En outre, les forêts sont importantes pour la sécurité alimentaire d'un milliard de personnes les plus pauvres de la planète, car elles fournissent des aliments ou des revenus monétaires par le biais d'une vaste gamme de produits tels que l'igname sauvage, la viande de brousse, les insectes comestibles, les fruits, les feuilles, les champignons, les fruits à coque, le miel et les produits médicinaux. Les forêts produisent aussi de nombreuses matières premières non ligneuses telles que le bambou, le rotin, le raphia et les résines, qui peuvent être utilisés pour construire des abris ou être vendus sur les marchés locaux, sans oublier le fourrage pour les animaux².

Les personnes dont la sécurité alimentaire dépend des forêts sont souvent extrêmement vulnérables face à la hausse des prix des aliments car elles achètent l'essentiel de leur nourriture sur les marchés. La hausse des prix des denrées alimentaires signifie pour ces «cueilleurs et chasseurs» qu'ils doivent collecter davantage de produits

forestiers, soit pour les vendre sur les marchés locaux (afin d'en tirer suffisamment pour pouvoir acheter les aliments devenus plus chers), soit pour les troquer. La hausse des prix des denrées alimentaires peut donc avoir un impact direct sur la qualité des forêts, la conservation et la survie d'espèces forestières essentielles (principalement la faune et les plantes médicinales).

Ces populations n'ont pas la possibilité de se tourner vers l'agriculture car elles ne possèdent pas de terres agricoles ou n'y ont pas accès. Compte tenu des inquiétudes suscitées par le changement climatique et l'appauvrissement de la diversité biologique, le défrichement de forêts supplémentaires n'est pas une option séduisante non plus. Par conséquent, la gestion durable des forêts est fondamentale pour la sécurité alimentaire de ces personnes. Il deviendra de plus en plus indispensable de gérer les forêts si l'on veut garantir non seulement leur potentiel de production de bois mais aussi la production plus durable et plus importante de produits forestiers non ligneux comestibles et améliorer les nombreux services que les forêts et les arbres fournissent au secteur agricole.

¹ FAO. 2010. Évaluation des ressources forestières mondiales 2010. Rome.

² Pour en savoir plus, consulter: <http://www.fao.org/forestry/nwfp/fr/>.

Dans les zones rurales, la hausse des prix des denrées alimentaires tendra à avoir des effets moins négatifs sur les acheteurs nets de produits alimentaires, car beaucoup de ménages produisent une grande partie de ce qu'ils consomment et ne sont donc que des acheteurs marginaux. D'un autre côté, les agriculteurs, qui sont des vendeurs nets de produits alimentaires, devraient bénéficier de la hausse des prix qui, toutes choses égales par ailleurs, tendra à améliorer leurs revenus. Dans la mesure où de nombreux agriculteurs sont pauvres, la hausse des prix pourrait contribuer à faire reculer la pauvreté et à améliorer la sécurité alimentaire. Cependant, il faut aussi garder présent à l'esprit que les agriculteurs ayant les plus gros surplus de production à vendre bénéficieront de la hausse des prix davantage que les agriculteurs qui n'ont qu'un petit surplus à vendre. En outre, dans la plupart des contextes (mais pas dans tous), les agriculteurs qui exploitent de vastes surfaces de terre tendront à être plus aisés que les agriculteurs moins bien dotés en terre, et, par conséquent, il se pourrait que les agriculteurs les plus pauvres ne bénéficient pas de la plupart des avantages découlant de la hausse des prix. La hausse des prix des denrées alimentaires ne devrait avoir des incidences bénéfiques généralisées sur la pauvreté que dans les pays caractérisés par une distribution relativement équitable des terres.

Une autre retombée potentiellement importante des prix des aliments sur la pauvreté et la sécurité alimentaire a trait au marché du travail et aux salaires. La hausse des prix dope la demande en main d'œuvre non qualifiée pour travailler sur les exploitations, ce qui peut entraîner une augmentation des salaires ruraux sur le long terme. Cette augmentation devrait profiter aux ménages (généralement très démunis) dont les revenus dépendent du travail salarié. Mais les éléments qui vont dans ce sens ne permettent pas de tirer de conclusions, car l'importance de l'agriculture dans l'économie générale et le nombre d'années qui sont nécessaires pour l'ajustement des salaires entrent en ligne de compte⁹. Il serait intéressant de creuser cette question, dans la mesure où il existe peu d'informations disponibles concernant les effets du marché du travail sur la pauvreté et la sécurité alimentaire.

Compte tenu de ces réflexions, que montrent les éléments dont on dispose concernant les incidences de la hausse des prix sur la pauvreté? Le revenu moyen des acheteurs nets de produits alimentaires est plus élevé que celui des vendeurs nets dans la plupart des pays en développement, donc la hausse des prix entraînerait un transfert des revenus des premiers en faveur des seconds¹⁰. Mais cette conclusion suppose une division de la population en deux groupes seulement; les études qui utilisent une ventilation plus détaillée montrent presque toujours que les 20 pour cent les plus pauvres de la population sont des acheteurs nets de produits alimentaires et que les agriculteurs qui produisent des surplus se situent vers le milieu de l'échelle de distribution des revenus. Par exemple, la hausse des prix a exacerbé la pauvreté dans neuf pays étudiés, le Pérou et le Viet Nam

étant les seuls exceptions¹¹. Le Viet Nam est un gros exportateur de riz avec une distribution des terres relativement équitable; il compte donc un grand nombre de ménages qui produisent un surplus de riz tout en étant plutôt pauvres. Au Pérou, les répercussions bénéfiques ont été minimales. Dans tous les autres pays de l'échantillon (Bolivie, Cambodge, Madagascar, Malawi, Nicaragua, Pakistan et Zambie), la hausse des prix a provoqué une recrudescence de la pauvreté, même en tenant compte de l'augmentation de la demande de main d'œuvre. Une autre étude a tiré des conclusions similaires – la hausse des prix frappait durement les pauvres dans tous les pays étudiés (Albanie, Bangladesh, Ghana, Guatemala, Malawi, Népal, Nicaragua, Pakistan, Panama, Tadjikistan et Viet Nam)¹². Cette étude, qui n'examinait pas les effets du marché du travail mais s'intéressait aux réactions du côté de l'offre et du côté de la demande a conclu que les prix élevés étaient tout de même désavantageux pour les pauvres. La hausse des prix a aussi exacerbé la pauvreté au Guatemala, au Honduras, au Nicaragua et au Pérou¹³. L'analyse d'un grand nombre d'études relatives à la riziculture (y compris en Indonésie, aux Philippines et en Thaïlande) a montré que le quintile le plus pauvre de la population était quasiment toujours acheteur net de riz¹⁴. Ensemble, ces études montrent que les 20 pour cent les plus pauvres de la population ne sont des vendeurs nets que dans des circonstances exceptionnelles¹⁵.

D'autres types d'études viennent conforter l'idée que les hauts niveaux de prix sont désavantageux pour les pauvres et pas simplement parce qu'ils les font basculer en dessous du seuil de pauvreté. En général, l'apport énergétique pâtit moins que la variété du régime alimentaire et la consommation de protéines et de micronutriments. Par exemple, quand le prix du riz a augmenté en Indonésie pendant la crise financière asiatique de la fin des années 1990, les ménages ont réduit leurs achats d'aliments plus nutritifs, tels que les œufs et les légumes verts à feuilles, pour pouvoir continuer à acheter du riz¹⁶, ce qui a entraîné une baisse mesurable du taux d'hémoglobine dans le sang des jeunes enfants (et de leurs mères), et donc accru la probabilité de retards de développement. En outre, dans les familles pauvres, les mères ont réagi en réduisant leur propre apport calorique afin de mieux nourrir leurs enfants, ce qui a provoqué une recrudescence du dépérissement maternel. Une corrélation négative entre les prix du riz et l'état nutritionnel a aussi été observée au Bangladesh¹⁷. Le rapport taille/âge chez les enfants de moins de trois ans au Salvador a fléchi pendant la crise alimentaire de 2006-2008, bien que les incidences de celle-ci aient été relativement atténuées dans les familles qui recevaient des fonds de parents ayant émigré¹⁸. Le rapport poids/âge, en revanche, n'a pas diminué, ce qui laisse penser qu'il y a eu un recul de la consommation des principaux nutriments mais pas de l'apport énergétique. Dans certaines situations, cependant, même l'apport énergétique peut régresser, outre la diversité du régime alimentaire¹⁹.

En outre, lorsque les prix des denrées alimentaires sont élevés, les ménages dirigés par une femme semblent en souffrir d'une manière disproportionnée, et ce pour deux raisons²⁰. Premièrement, ces ménages tendent à avoir un accès limité à la terre et aux autres ressources, souvent du fait des lois coutumières et de la discrimination sociale; par conséquent, ils ont moins de chances d'être vendeurs nets de produits alimentaires. Deuxièmement, ces ménages tendent aussi à être plus pauvres, ce qui signifie qu'ils consacrent une part plus importante de leurs revenus à l'alimentation et qu'ils se ressentent davantage des hauts niveaux de prix.

La variation des prix des aliments touche différemment non seulement les divers types de ménages mais aussi les divers membres du ménage. Ainsi, la participation des femmes aux travaux agricoles peut considérablement augmenter pendant les crises économiques²¹, par exemple si les hommes émigrent en quête d'un meilleur emploi²². La charge de travail supplémentaire qui en résulte comprime le temps dont elles disposent pour effectuer les tâches domestiques et s'occuper des enfants²³. Chez les nouveau-nés, la mortalité des filles augmente plus que celle des garçons en période de crise²⁴.

Le fait que, dans la plupart des cas, les pauvres souffrent quand les prix des denrées alimentaires sont élevés, ne justifie pas de subventionner les prix de façon généralisée. Ce type de subventions est souvent difficile à éliminer au plan politique et il peut ponctionner les budgets nationaux des fonds nécessaires pour investir dans les biens publics tels que la recherche agricole, le réseau routier rural, l'éducation, la santé et l'assainissement. En outre, les subventions aux prix généralisées ont habituellement des effets pervers, en ce sens que la plupart des avantages sont accaparés par les personnes aisées qui, bien qu'elles

consacrent une proportion plus limitée de leur budget à l'alimentation que ne le font les pauvres, dépensent au total plus qu'eux pour se nourrir.

Si les subventions généralisées ne sont pas la réponse, quel est le meilleur moyen d'atténuer les incidences néfastes des hauts niveaux des prix des denrées alimentaires? À court terme, une option consiste à cibler les mécanismes de protection sociale sur les personnes les plus vulnérables (voir «S'adapter à la volatilité des prix quand elle est inévitable: les mécanismes de protection sociale ciblés et les réserves alimentaires d'urgence», p. 44). Sur le long terme, le meilleur moyen de faire baisser les prix des produits alimentaires est d'investir dans l'agriculture, ce qui entraînera un accroissement durable des rendements, une réduction du coût des intrants, une amélioration de la productivité et un recul des pertes et du gaspillage de denrées. L'investissement dans l'agriculture a la capacité de rendre les produits alimentaires plus abordables pour les consommateurs et plus rentables pour les agriculteurs, et il représente le seul moyen de maîtriser les prix des aliments d'une manière avantageuse pour tous. En ce sens, le traitement contre les prix élevés pourrait être les prix élevés eux-mêmes, sous réserve qu'ils incitent les agriculteurs à adopter des technologies améliorées, et les gouvernements et les donateurs internationaux à affecter davantage de ressources financières aux investissements agricoles (voir «Prévenir la volatilité des prix sur le long terme: améliorer la productivité, le caractère durable et la capacité de rebond de l'agriculture», p. 47). Ainsi, bien que les hauts niveaux de prix aggravent l'insécurité alimentaire et la pauvreté sur le court terme, ils ouvrent la voie à l'investissement et à la croissance, ce qui est susceptible de faire reculer l'insécurité alimentaire et la pauvreté sur le long terme.



Coûts et avantages de la volatilité et de l'imprévisibilité des prix

Message clé

Quand les prix sont très fluctuants, et même s'ils restent en moyenne à un niveau tolérable, les chocs de courte durée exposent tant les petits agriculteurs que les consommateurs pauvres aux pièges durables de la pauvreté. De plus, les petits agriculteurs rechignent à investir quand les variations des prix sont imprévisibles.

Outre les incidences des hauts niveaux et des bas niveaux des prix des denrées alimentaires examinées précédemment, la variabilité des prix peut aussi avoir des répercussions importantes alors que le niveau moyen des prix reste constant. Cela se produit quand les fluctuations de la production alimentaire deviennent plus fréquentes ou plus accusées mais que la production moyenne reste la même. Dans une telle situation, les variations de prix deviennent plus nombreuses et plus amples, d'une façon prévisible ou imprévisible. Une

ENCADRÉ 5

Pourquoi l'envolée des prix suscite-t-elle aujourd'hui tant de préoccupations, alors que pendant des années la faiblesse des prix a été montrée du doigt?

Avant les récentes crises alimentaire et financière mondiales, un grand nombre d'observateurs dénonçaient la faiblesse des cours mondiaux des produits alimentaires comme préjudiciable aux habitants pauvres des pays en développement. Or, maintenant, au lendemain de la flambée des prix, la plupart des analyses font valoir que la hausse des prix des denrées exacerbe la pauvreté. Comment se fait-il que tant les hauts niveaux que les bas niveaux de prix soient néfastes en termes de pauvreté¹?

On peut concilier les visions contrastées des hauts niveaux et des bas niveaux de prix en distinguant les effets des prix à long terme et à court terme. À court terme, la hausse des prix exacerbe la pauvreté parce que, dans la plupart des pays, les 20 pour cent les plus pauvres de la population sont des acheteurs nets de produits alimentaires. En revanche, sur le long terme, si l'investissement public et privé augmente suite à la hausse des prix des aliments, cet investissement supplémentaire peut entraîner un accroissement de la productivité et contribuer à la croissance économique et au recul de la pauvreté. Mais ce type de retombées bénéfiques ne peut pas être attendu d'une réaction instantanée de l'offre, fondée sur une consommation plus importante de main d'œuvre ou d'intrants matériels bruts tels que les engrais et les pesticides.

Un autre aspect à prendre en compte est qu'une grande partie des gains engendrés par la hausse des cours mondiaux tend à profiter aux grands propriétaires terriens des pays exportateurs à revenu intermédiaire de la tranche supérieure – mais ces agriculteurs ne sont pas pauvres. Par conséquent, même si des pays en développement bénéficient de la hausse des prix, la pauvreté ne reculera pas pour autant – il faut procéder à une analyse plus fine des incidences sur la valeur des terres et les salaires dans des pays donnés, ainsi qu'à une ventilation attentive des schémas de dépenses par catégorie de revenus.

Il est également important de comprendre que la disponibilité et l'analyse des données provenant des enquêtes sur les ménages ont fait des progrès considérables ces dernières années, ce qui a modifié la perception que l'on pouvait avoir des incidences des hauts niveaux et des bas niveaux de prix. En outre, la plupart des préoccupations concernant les niveaux des prix seraient

plus justement décrites comme des préoccupations concernant la volatilité des prix; les brusques fluctuations de prix peuvent être néfastes tant pour les agriculteurs que pour les consommateurs (voir le chapitre «Coûts et avantages de la volatilité et de l'imprévisibilité des prix» ci-dessous).

Certaines études semblent soutenir l'idée que la hausse des prix a des incidences bénéfiques, en montrant, par exemple, que la libéralisation du commerce agricole entraînerait simultanément une réduction de la pauvreté et une hausse des cours mondiaux des denrées alimentaires. Mais une lecture attentive de certaines de ces études² donne une image plus nuancée. Premièrement, c'est un meilleur accès aux marchés protégés qui fait reculer la pauvreté et non la hausse des cours mondiaux des produits alimentaires³. Deuxièmement, la hausse des cours mondiaux des produits alimentaires n'entraîne pas forcément la hausse des prix sur les marchés intérieurs, or c'est cette dernière qui influence le taux de pauvreté. Ainsi, une réduction des barrières à l'importation ferait baisser les prix sur le marché intérieur et grimper les cours mondiaux simultanément (en raison de l'accroissement de la demande d'importations). La baisse des prix sur le marché intérieur ferait reculer la pauvreté, même si les cours mondiaux augmentaient. En d'autres termes, la hausse des cours mondiaux des produits agricoles et la réduction de la pauvreté sont deux résultats distincts de la libéralisation du commerce – la hausse des prix des produits alimentaires n'entraîne pas une réduction de la pauvreté.

¹ D. Rodrik. 2008. *Food prices and poverty? Confusion or obfuscation?* (disponible à l'adresse http://rodrik.typepad.com/dani_rodriks_weblog/2008/05/food-prices-and.html); J. Swinnen. 2010. *The right price of food: reflections on the political economy of policy analysis and communication*. LICOS Discussion Paper 259. Leuven, Belgique, LICOS Centre for Institutions and Economic Performance, Université catholique de Louvain.

² Voir, par exemple, T.W. Hertel, R. Keeney, M. Ivanic et L.A. Winters. 2006. *Distributional effects of WTO agricultural reforms in rich and poor countries*. World Bank Policy Research Working Paper 4060. Washington, DC, Banque mondiale.

³ T.W. Hertel et W. Martin. 2008. Response to Dani Rodrik's blog post entitled 'Food prices and poverty? Confusion or obfuscation?' (disponible à: http://rodrik.typepad.com/dani_rodriks_weblog/2008/05/food-prices-and.html).

augmentation plutôt prévisible de la variabilité crée moins de problèmes qu'une augmentation imprévisible. Mais attention, les variations de prix sont généralement moins prévisibles qu'on pourrait le penser. Par exemple, même dans le cas de la saisonnalité, qui est pourtant

l'exemple classique de la variation prévisible des prix des aliments, les mois affichant les prix les plus hauts et les plus bas peuvent différer considérablement d'une année à l'autre²⁵. De plus, même les fluctuations parfaitement prévisibles des prix sont susceptibles de déstabiliser les

ménages pauvres qui n'ont pas accès à l'emprunt quand les prix sont élevés et ne sont donc pas en mesure de «lisser» leur consommation dans le temps. Ainsi, en Asie, où les variations saisonnières des prix sont relativement plus prévisibles qu'en Afrique, l'incapacité des ménages pauvres à subsister pendant la période de soudure précédant immédiatement la récolte est un problème généralisé alors même que cette période est parfaitement prévisible. Par conséquent, bien que la suite du chapitre porte essentiellement sur les variations de prix imprévisibles, il faut savoir que les variations de prix prévisibles ont, elles aussi, parfois des coûts importants pour les pauvres.

Avant de nous pencher sur quelques-unes des conséquences négatives de la volatilité des prix, il n'est pas inutile de souligner que, du moins en théorie et dans certaines circonstances, la volatilité des prix peut profiter à certaines personnes, y compris quand les variations ne sont pas prévisibles. Par exemple, les consommateurs riches qui ont les moyens d'acheter les denrées en gros quand les prix sont au plus bas puis de les stocker pour plus tard, peuvent acheter plus de produits quand les prix sont intéressants et moins quand les prix sont élevés, si bien que les aliments leur reviennent moins cher en moyenne. Un autre exemple est celui des personnes qui ont les moyens d'acheter les biens que les ménages les plus pauvres bradent quand ils ont un besoin désespéré d'argent ou qu'ils sont confrontés à des catastrophes naturelles telles que la sécheresse²⁶. Mais, globalement, les coûts des prix instables et imprévisibles semblent dépasser de loin les avantages évoqués, en particulier pour les personnes qui vivent dans la pauvreté et l'insécurité alimentaire.

D'une manière générale, les variations imprévisibles des prix ont au moins quatre types d'incidences négatives: les pièges de la pauvreté et la réduction de l'investissement au niveau de l'exploitation sur le plan microéconomique;

les incidences macroéconomiques; et les incidences sur les processus politiques (voir le tableau 1). Le présent rapport analyse plus particulièrement les incidences microéconomiques ressenties à l'échelon du ménage²⁷.

■ Les pièges de la pauvreté

L'augmentation de l'imprévisibilité des prix entraînera une plus forte incidence des hausses de prix, accompagnée bien sûr d'une plus forte incidence des baisses de prix si le niveau moyen des prix reste le même. Mais, dans certaines circonstances, les périodes de hausse des prix causent aux acheteurs nets de produits alimentaires un préjudice que les périodes de baisse des prix ne peuvent pas compenser. De même, les périodes de baisse des prix peuvent causer aux familles d'agriculteurs un préjudice que les périodes de hausse ne sont pas en mesure de corriger. Par exemple, si les prix des aliments de base bondissent pendant les 1 000 premiers jours de la vie d'un enfant, l'apport d'aliments plus nutritifs peut être compromis, ce qui est susceptible d'entraîner une altération permanente de la santé et de l'état nutritionnel de l'enfant et de le rendre moins productif à l'âge adulte. Une nutrition non optimale peut aussi exacerber la vulnérabilité face au VIH/sida²⁸. Dans de tels cas, une baisse ultérieure des prix ne réparera pas les dommages. Pour les vendeurs nets de produits alimentaires, les périodes marquées par des bas niveaux de prix entraîneront un tassement temporaire des revenus, avec des incidences similaires à celles que subissent les acheteurs nets de produits alimentaires pendant les périodes de prix élevés. Là encore, les effets ne seront pas compensés par une remontée ultérieure des prix.

Les baisses temporaires du revenu disponible provoquées par les chocs des prix peuvent aussi pousser les familles à dilapider leur capital. Par exemple, il arrive que les ménages bradent des terres ou du bétail afin de

TABLEAU 1

Incidences de la volatilité des prix

Vecteur	Qui (ou quoi) est touché?	Exemples
Les pièges de la pauvreté	Les consommateurs et les agriculteurs	Les mécanismes d'adaptation temporaires, tels que la vente de biens en catastrophe ou la réduction de la consommation d'aliments nutritifs, qui ont des conséquences permanentes
La réduction de l'investissement privé au niveau de l'exploitation	Les agriculteurs	Le recul de l'utilisation d'engrais, qui entraîne une baisse de la productivité
Les incidences macroéconomiques	Quand ils sont volatils, les prix des denrées alimentaires peuvent difficilement servir d'indicateurs pour orienter l'allocation des ressources	L'investissement n'est pas ciblé sur les secteurs optimaux de l'économie, ce qui ralentit la croissance économique
Les processus politiques	Les institutions démocratiques; la croissance économique à long terme	Les révoltes de la faim qui empoisonnent le climat de l'investissement; les subventions qui compromettent l'investissement dans les biens publics

préservent leur consommation alimentaire dans une situation de crise économique, bien que cela dépende de la situation. Au Burkina Faso, par exemple, pendant une forte sécheresse, les ménages ont préféré réduire leur consommation plutôt que de vendre leurs bêtes²⁹. Parfois, les familles font moins souvent appel au docteur ou retirent les enfants de l'école afin d'économiser les frais de scolarité. Au Burkina Faso, la scolarisation se ressent des chocs tels que la sécheresse et une chute des prix du cacao a entraîné un déclin similaire en Côte d'Ivoire³⁰. Au Nicaragua, les visites chez le médecin des enfants malades résidant dans les zones touchées par l'ouragan Mitch en 1998 ont été moins nombreuses que celles des enfants résidant dans les zones non touchées³¹. Ces réactions peuvent entraîner une perte de capital humain dans les ménages concernés.

Ce type d'épisode déclenche parfois un des pièges de la pauvreté, qui font qu'un choc ponctuel a des conséquences permanentes. Les pièges de la pauvreté peuvent résulter de facteurs aussi différents que des catastrophes naturelles, par exemple les ouragans ou les sécheresses, un ralentissement économique ou une brusque variation des prix. Quelle que soit la cause ultime, toute réduction du pouvoir d'achat des pauvres est susceptible d'avoir des incidences similaires.

Pendant la sécheresse du milieu des années 1990 au Zimbabwe, les jeunes enfants vivant dans les ménages les plus pauvres ont souffert d'un fort ralentissement de leur croissance et, plusieurs années plus tard, n'ont pas atteint la taille attendue³². Ces effets sont particulièrement préoccupants parce qu'une vaste bibliographie laisse penser que le retard de croissance est associé à une réduction des capacités cognitives et à des retards scolaires chez les enfants, ainsi qu'à une moindre capacité de gagner sa vie chez les adultes³³. En Indonésie, on a constaté chez les femmes dont l'année de naissance avait été marquée par des précipitations anormalement faibles, une forte réduction de leur nombre d'années de scolarité ainsi que de leur taille et de leurs revenus d'adultes, et chez tous les adultes concernés, une santé plus fragile³⁴. Certains faits indiquent que des pièges de la pauvreté identiques se sont déclenchés en Éthiopie en raison de la sécheresse, et au Honduras suite à un ouragan³⁵. Le point commun de toutes ces études est qu'elles montrent comment un choc ponctuel peut avoir des conséquences permanentes.

■ La réduction de l'investissement au niveau de l'exploitation

Le deuxième type de répercussions négatives de l'imprévisibilité des prix a trait aux décisions d'investissement au niveau de l'exploitation, dans les pays en développement où les marchés du crédit ne fonctionnent pas bien et où les revenus sont extrêmement

variables en raison de conditions climatiques aléatoires ou de prix volatils. Si les agriculteurs ne peuvent pas obtenir du crédit quand ils en ont besoin, ils rechigneront à faire des investissements productifs³⁶, en particulier si les investissements immobilisent les capitaux sur une longue durée. Cette situation peut se produire même quand les prix sont stables, mais la volatilité des prix exacerbe cet effet. Par exemple, en Inde, les agriculteurs ont sous-investi dans l'acquisition de jeunes bovins en raison de la volatilité des revenus³⁷. D'autres décisions fondamentales, telles que le choix des cultures, peuvent aussi dépendre de la volatilité des prix; par exemple, les exploitants pauvres de la région du Punjab, au Pakistan, ont abandonné la culture du riz basmati, relativement rentable, pour produire du fourrage, dans l'espoir d'éviter les risques liés aux prix (et aux rendements)³⁸. Même l'investissement dans l'achat d'engrais, dont les bénéfices se concrétisent souvent assez rapidement, semble être remis en cause dans certaines situations; ainsi, en Éthiopie, les agriculteurs ont été réticents à investir dans les engrais par crainte d'un choc économique³⁹.

Parce qu'ils ont peur qu'un choc des prix ne les précipite dans les pièges de la pauvreté évoqués plus haut, les petits agriculteurs pauvres hésitent parfois à adopter des technologies qui pourraient s'avérer rentables sur le long terme. Par conséquent, ils adoptent une stratégie à moindre risque et à faible rendement qui est peut-être optimale compte tenu de leur aversion pour les risques (justifiée, au moins en partie, par leur pauvreté) mais qui ralentit le processus de développement à long terme. De même, parce que la plupart des investissements sont irréversibles ou comportent des coûts irrécupérables, les investisseurs auront tendance à réduire l'investissement dans un environnement caractérisé par une forte imprévisibilité des prix.

■ Dans les pays en développement, la volatilité des prix des aliments de base a des répercussions particulièrement nocives

L'instabilité des prix des aliments de base a souvent des incidences négatives plus marquées que l'instabilité des prix des autres produits agricoles parce que les aliments de base sont importants à la fois pour les agriculteurs pauvres et pour les consommateurs pauvres. Du côté des consommateurs, les denrées alimentaires de base représentent une large part des dépenses des pauvres. Du côté des producteurs, elles correspondent aux cultures les plus communément produites dans les pays en développement, en particulier sur les petites exploitations.

Les principales denrées alimentaires de base sont le riz, le blé, le maïs, le mil, le manioc et les pommes de terre, plus un certain nombre d'autres cultures qui peuvent être ajoutées à la liste (par exemple, les oignons en Inde, les

piments en Indonésie). Ces condiments tiennent une place bien plus modeste que les céréales et les plantes racines dans les budgets des ménages mais les variations de leurs prix peuvent être beaucoup plus importantes, donc avoir un retentissement plus marqué sur le revenu disponible. D'un autre côté, en ce qui concerne les cultures commerciales (par exemple, le café et le cacao), l'instabilité des prix a peu d'influence sur les consommateurs des pays en développement. Bien que certaines cultures pérennes, telles que le palmier à huile, soient des produits alimentaires, la part de ces produits dans les budgets est beaucoup plus réduite que celle des denrées alimentaires de base. Il ne faut pas en conclure pour autant que la volatilité des prix de ces cultures n'a pas d'incidence sur le niveau de vie des pauvres, mais seulement qu'elle est probablement moins importante que la volatilité des prix des denrées alimentaires de base.

Normalement, l'instabilité des prix des denrées alimentaires de base frappe plus durement les pays à très bas revenus que les pays à revenus plus élevés et les ménages pauvres que les ménages aisés, et ce, au regard des quatre dimensions présentées dans le tableau 1. Il y a deux bonnes raisons à cela. Premièrement, dans les pays pauvres, les produits alimentaires tiennent une plus large

place dans les dépenses des consommateurs, la production agricole et la macroéconomie, et ont donc plus de poids sur les processus politiques que dans les pays riches. Deuxièmement, les pauvres possèdent moins de biens que les riches et sont donc moins capables d'éviter la volatilité des prix ou de s'en accommoder. Le corollaire est que, lorsque les économies progressent et se développent, la stabilité des prix des aliments influence de moins en moins l'investissement et la croissance. Les consommateurs varient leur régime alimentaire, les producteurs se tournent vers les cultures à plus forte valeur et, au fur et à mesure que les familles se détachent du secteur agricole, la macroéconomie se diversifie.

Mais ce n'est pas parce que les coûts de l'instabilité des prix sont plus nombreux que ses avantages qu'il est nécessaire de la réduire. Avant d'avancer un tel argument, il convient de comparer les coûts de l'instabilité et de l'imprévisibilité des prix à ceux de la réduction de l'instabilité ou de l'atténuation de ses effets. Cette comparaison des coûts revêt une importance décisive quand on analyse les options politiques qui font l'objet du chapitre «Options politiques permettant de faire face à la volatilité et à la hausse des prix», p. 35 et suivantes.